

Sur l'Afghanistan

Après vingt ans de présence occidentale, puis américaine, nul n'imaginait que le gouvernement afghan en place et son armée s'effondreraient comme un château de cartes. C'est pourtant ce qui s'est passé.

Je veux saluer la mémoire des soldats, et particulièrement les Français, qui ont perdu la vie en Afghanistan, comme celle de ceux qui sont morts au Sahel et sur d'autres théâtres d'opérations – comme on dit ! –, et je pense aussi aux blessés et à toutes les familles éprouvées.

Fallait-il, faut-il lutter contre le terrorisme et toutes les barbaries qu'il entraîne ? La réponse est oui. Quel démocrate pourrait soutenir le contraire ?

Mais on voit bien aujourd'hui que si la réponse doit être militaire, elle doit aussi être politique.

Nos convictions sont claires : nous pensons que tout être humain, que tout pays, que toute nation doit avoir droit à la démocratie.

Et les raisonnements qui avaient cours jadis en vertu desquels certains peuples n'étaient pas assez développés pour accéder à la démocratie, qu'ils n'étaient pas assez « mûrs » en quelque sorte, sont détestables.

Mais – comment ne pas le voir ? – la démocratie ne s'impose pas de l'extérieur, ou difficilement. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que proclamait Charles de Gaulle reste une formule fondamentalement juste, un véritable idéal. Encore faut-il en créer les moyens.

C'est pourquoi – et cela vaut pour le Sahel – l'ardente obligation, qui doit être partagée en Europe davantage qu'elle ne l'est, de lutter contre le terrorisme, doit aller de pair avec l'exercice souverain de leurs responsabilités par les États d'Afrique concernés et leur développement, auquel nous devons coopérer efficacement.

Vaccination

Dans le pays de Pasteur, je ne comprends pas les réticences, voire les agressivités qui se manifestent contre la vaccination.

Il est clair que celle-ci a permis et permet encore de lutter efficacement contre la pandémie. La situation vécue récemment dans les Outre-mer – qui nous conduira à voter, au Parlement, cette semaine, un nouveau projet de loi d'urgence sanitaire – en est une nouvelle illustration.

Je comprends encore moins les amalgames incohérents entre toutes sortes de positions, parfois même contradictoires entre elles.

Oui, dans le pays de Pasteur, refuser les apports de la science est une régression !

Choisir les enseignants

Je suis en désaccord avec la proposition selon laquelle il faudrait que, dans les quartiers difficiles, les directeurs d'école puissent choisir leurs enseignants.

Il me paraîtrait beaucoup plus judicieux qu'en concertation avec les enseignants et leurs représentants, l'État fasse en sorte que les situations pédagogiques – ou les classes – les plus difficiles ne soient pas dévolues aux professeurs débutants, mais qu'on y affecte, au contraire, des enseignants expérimentés.

J'ajoute qu'il ne faut pas simplifier les choses : je connais de jeunes enseignants qui sont excellents – et d'ailleurs des enseignants de tous âges qui sont excellents et dévoués !

Il n'y a pas de remède magique. Mais il faut constamment améliorer notre enseignement pour permettre la réussite de chaque élève, d'où qu'il vienne, où qu'il vive et quel qu'il soit.

Jean-Pierre Sueur